

Publié le 03 décembre 2012 à 09h44 | Mis à jour le 03 décembre 2012 à 09h44

Démolition de l'hôpital St-Julien: le PQ garde le cap



Yanick Poisson
La Tribune

(SAINT-FERDINAND) Après avoir survolé les restes de l'ex-hôpital Saint-Julien, il y a quelques jours, les membres du cabinet du ministre de la Santé, Dr Réjean Hébert, en sont venus à la conclusion qu'il était maintenant trop tard pour faire marche arrière dans la démolition du monstre de 475 000 pieds carrés.

« Nous trouvons important de nous rendre sur les lieux, ce que n'a jamais voulu faire l'ancien ministre Yves Bolduc, mais sur place nous n'avons pu que constater que les travaux étaient maintenant trop avancés pour revenir sur la décision prise par les libéraux », a indiqué Ariane Lareau, attachée politique au cabinet du ministre Hébert.

Si le président de la Coopérative de solidarité de Saint-Ferdinand, Frédéric Gariépy, est d'avis que les deux pavillons qui ont été victimes des pelles mécaniques auraient dû être

démolis de toute façon dans le cadre d'un projet de revitalisation du site, Mme Lareau maintient le cap, surtout pour des impératifs économiques.

« Ça nous coûterait excessivement cher de revenir sur les contrats octroyés, en plus de devoir entretenir et sécuriser le bâtiment. D'autant plus qu'il n'y a pas vraiment de projets assez solides et viables à l'heure actuelle pour justifier tout ça », a-t-elle continué.

L'attachée politique a tenu à rappeler que cette décision avait été prise par le gouvernement précédent et qu'il n'est pas certain que le Parti québécois en serait venu à la même conclusion.

La députée d'Arthabaska, Sylvie Roy, harcèle pour sa part le gouvernement depuis le début afin d'éviter que le centre de Saint-Ferdinand ne se transforme en un immense cratère et elle entend continuer de faire pression sur le ministre de la Santé.

On sent toutefois que la « pitbull » de la Coalition avenir Québec est à bout de ressources et que la décision de la population de porter un autre parti au pouvoir a eu raison de ses ardeurs.

« Nous étions le seul parti à vouloir maintenir le bâtiment, mais nous ne sommes malheureusement pas le parti au pouvoir. Un moment donné, on se bat, mais les décisions deviennent irréversibles », a conclu la politicienne.